ASSEMBLÉE NATIONALE

2 octobre 2020

PLF POUR 2021 - (N° 3360)

Rejeté

AMENDEMENT

N° I-CF846

présenté par

M. Naegelen et M. Zumkeller

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 3, insérer l'article suivant:**

I. - Après l'article 39 *decies* G, il est inséré un article 39 *decies* H ainsi rédigé :

« Art 39 *decies* H. - Les petites et moyennes entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés ou à l'impôt sur le revenu selon un régime réel peuvent déduire de leur résultat imposable une somme égale à 40 % de la valeur des frais de déménagement des sièges sociaux vers des territoires en France ruraux ou périurbain. »

II. - La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle aux droits mentionnés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Depuis 2008, en à peine dix ans, le PIB de l'Ile-de-France a augmenté de 17 % pendant que celui, par exemple, de la Bourgogne-Franche-Comté a diminué de 2 %. Ce modèle de développement où les métropoles concentrent la création de richesse pose question en termes de qualité de vie : toute l'activité économique d'une région de 70 000 km² ne peut pas se résumer à une métropole de 500 km² à peine. Dans la perspective de ce mouvement de rééquilibrage territorial, l'État doit inciter les entreprises à déménager leurs sièges sociaux dans des territoires en déclin.

Dans une dynamique « de déconcentration de la décision », le Gouvernement a annoncé en juillet 2020, la relocalisation des services des finances publiques (DGFIP) dans les territoires.

Le présent amendement propose, en ce sens, une incitation fiscale pour les entreprises qui souhaitent déménager leurs sièges sociaux vers des territoires ruraux ou périurbains en France.

Cet amendement s'inspire également de la proposition n° 11 du plan de relance de l'UDI sur la nécessité d'entériner une nouvelle dynamique de décentralisation afin de réinvestir les territoires ruraux en déclin en France.